

24 FEV. 2021

CONTRÔLE DE LÉGALITÉ

## DELIBERATION N°DEL-2021-04

### Constatant la réalité du débat d'orientations budgétaires pour l'exercice 2021 du SMTU

LE COMITE SYNDICAL,

- VU la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie, publiée au journal officiel de la Nouvelle-Calédonie le 24 mars 1999 et notamment l'article 54 ;
- VU la loi organique modifiée n° 99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie, publiée au journal officiel de la Nouvelle-Calédonie le 24 mars 1999 et notamment son article 9 ;
- VU le Code des communes de la Nouvelle-Calédonie et notamment ses articles L.212-1 et L.411-1 ;
- VU la délibération n° 30-2010/APS du 12 août 2010 de l'Assemblée de la Province Sud relative à la participation de la Province Sud au Syndicat Mixte de Transports Urbains du Grand Nouméa ;
- VU les délibérations concordantes, n° 53/10/VIII du 05 août 2010 de la commune du Mont-Dore, n°2010/235 du 11 août 2010 de la commune de Dumbéa, n° 2010/850 du 26 août 2010 de la commune de Nouméa, n° 2010/68 du 19 août 2010 de la commune de Païta, décidant de constituer le Syndicat Mixte des Transports Urbains du Grand Nouméa en approuvant les statuts et formalisant leur volonté de s'associer au sein d'un syndicat ayant pour objet l'organisation, la gestion et l'exploitation des services publics réguliers de transports en commun routiers, ferrés et maritimes et de transports scolaires du secondaire sur le territoire des communes de Dumbéa, Mont-Dore, Nouméa et Païta ;
- VU les délibérations concordantes, n° 2010-840 du 26 août 2010 de la commune de Nouméa, n° 51-10-VIII du 05 août 2010 de la commune du Mont-Dore, n° 2010-233 du 11 août 2010 de la commune de Dumbéa, n° 2010-66 du 19 août 2010 de la commune de Païta, relatives à la dissolution de Transco ;
- VU la délibération n° 2010/28 du 16 août 2010 du Syndicat Intercommunal du Grand Nouméa (SIGN) portant modification de ses statuts ;
- VU l'arrêté HC/DAIRCL N°51 du 30 août 2010 du Haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie autorisant la création du « Syndicat Mixte des Transports Urbains du Grand Nouméa » (SMTU) ;
- VU l'arrêté HC/DAIRCL N°56 du 21 octobre 2015 portant modification des statuts du Syndicat Mixte des Transports Urbains du Grand Nouméa (SMTU) ;
- VU les statuts du Syndicat Mixte des Transports Urbains du Grand Nouméa (SMTU) modifiés ;
- CONSIDERANT qu'un débat sur les orientations générales du budget est obligatoire dans les Villes de 3 500 habitants et plus, et leurs établissements publics ;
- CONSIDERANT que ce débat permet à l'assemblée délibérante de discuter des orientations budgétaires qui préfigurent les priorités qui seront inscrites dans le cadre du budget ;
- CONSIDERANT que le débat doit se tenir dans les deux mois précédant l'examen du budget ;
- Sur le rapport d'orientation budgétaire n° 2021-02-DEL pour l'exercice 2021 de Monsieur le Président du syndicat mixte des transports urbains du Grand Nouméa et sur sa proposition ;

Standard (687) 46 75 38

Après en avoir délibéré,

**ARTICLE 1 :**

PREND ACTE, pour le budget 2021 du SMTU, de la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire.

**ARTICLE 2 : VOIE ET DELAI DE RECOURS**

Le délai de recours devant le Tribunal Administratif de Nouvelle-Calédonie contre le présent acte est de deux (2) mois à compter de sa publication, de son affichage ou de sa notification.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique «Télérecours citoyens» accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 3 : EXECUTION**

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera enregistrée, transmise à Madame le Commissaire délégué de la République pour la Province Sud, au Trésorier de la Province Sud, notifiée à la Province Sud, aux communes de Nouméa, Mont-Dore, Dumbéa et Païta, et publiée par voie d'affichage.

DELIBERE EN SEANCE PUBLIQUE, le 23 février 2021

POUR EXTRAIT CONFORME

Le Président  
  
 Marc ZEISEL



24 FEV. 2021

Le président certifie le caractère exécutoire de cet acte compte tenu de sa publication le  
 et de sa transmission au représentant de l'Etat le 25 FEV. 2021

Le Directeur Général  
 par intérim

  
 Hugues GEORGELIN

- Ampliations :
- |                                |       |   |
|--------------------------------|-------|---|
| - Com. délégué province Sud    | ..... | 1 |
| - Trésorier de la province Sud | ..... | 1 |
| - Province Sud                 | ..... | 1 |
| - Commune de Nouméa            | ..... | 1 |
| - Commune du Mont-Dore         | ..... | 1 |
| - Commune de Païta             | ..... | 1 |
| - Commune de Dumbéa            | ..... | 1 |

Haut-Commissariat de la République  
 en Nouvelle-Calédonie  
 24 FEV. 2021  
 CONTRÔLE DE LÉGALITÉ